



45, rue Kléber  
92300 LEVALLOIS- PERRET

# Fondation Pour le Droit Continental

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

## Fondation Pour le Droit Continental

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 11 mai 2007

Siège social : 32 rue Tranchet 75009 Paris

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de la fondation Fondation Pour le Droit Continental,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation Fondation Pour le Droit Continental relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne, l'ensemble des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, date de la signature numérique 22/6/2025

DocuSigned by:  
  
3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé

**FONDATION POUR LE DROIT  
CONTINENTAL**

32 Rue Tronchet

75009 PARIS

SIRET : 50779314900042

**Exercice clos du : 31 décembre 2024**



# SOMMAIRE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE RENDU	3
COMPTES ANNUELS	5
Bilan Actif	6
Bilan Passif	7
Compte de Résultat	8
ANNEXE COMPTABLE	11
Règles et méthodes comptables	11
Etat des immobilisations	16
Etat des amortissements	17
Etat des dépréciations	18
Actif circulant - Créances	19
Comptes régularisation Actif	20
Tab suivi des fonds dédiés	21
Etat des échéances des dettes	22
Cptes de régularisation Passif	23
Les effectifs	24
Chiffre d'affaires	25
DETAIL DES POSTES	26
Bilan Actif Détaillé	27
Bilan Passif Détaillé	28
Compte de Résultat Détaillé	29

## **COMPTE RENDU**

# ATTESTATION

**FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels qui nous a été confiée pour l'entité :

**FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL**  
**Pour l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024**

Et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil National de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu, ils sont paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, ils se caractérisent par les données suivantes :

<b>Total ressources</b>	<b>592 337,22 €</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>-716 351,38 €</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>5 267 022,20 €</b>

Fait à PARIS,  
Le 28/02/2025.  
M. Cédric LAVEDRINE,  
Expert-comptable.



## **COMPTES ANNUELS**

BILAN ACTIF

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et d'veloppement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	126 407	126 407		
Autres	17 735	17 735		
Immobilitisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., mat'riel et outill. ind.				
Autres	34 007	33 303	704	2 892
Immobilitisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reus par legs ou d. dest. à ˆtre c'eds				
Immobilitisations financi'eres				
Participations et cr'ances rattache'es				
Autres titres immobilis's	5 067 578	740 106	4 327 472	5 067 578
Prˆts				
Autres	15 515		15 515	15 515
TOTAL (I)	5 261 243	917 551	4 343 692	5 085 986
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Cr'ances				
Cr'ances clients, usagers et comptes ratt.				
Cr'ances reues par legs ou donations				
Autres	88 000		88 000	82 961
Valeurs mobili'eres de placement				
Instruments de tr'sorerie				
Disponibilit's	807 301		807 301	787 423
Charges constat'ees d'avance	28 029		28 029	7 292
TOTAL (II)	923 330		923 330	877 676
Frais d'ˆmission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 184 573	917 551	5 267 022	5 963 662

BILAN PASSIF

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	4 830 000	4 830 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	585 288	583 174
Excédent ou déficit de l'exercice	-716 351	2 114
<i>Situation nette (sous total)</i>	4 698 936	5 415 288
Fonds propres consommables	238 320	238 320
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	4 937 256	5 653 608
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	25 000	
TOTAL (II)	25 000	
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	257 875	255 289
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	38 999	48 428
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 892	1 337
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	5 000	5 000
TOTAL (IV)	304 766	310 054
Ecarts de conversion passif		
(V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 267 022	5 963 662

# COMPTE DE RÉSULTAT

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	24 214	118 889
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	181 000	255 667
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	20 000	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	367 000	332 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	123	18 522
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>592 337</b>	<b>725 078</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	439 504	594 623
Aides financières	5 000	22 748
Impôts, taxes et versements assimilés	3 196	2 873
Salaires et traitements	210 072	217 858
Charges sociales	75 196	74 026
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 188	10 004
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	25 000	
Autres charges	72	8 870
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>760 229</b>	<b>931 002</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-167 892</b>	<b>-205 924</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	191 652	200 173
Autres intérêts et produits assimilés	84	128
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>191 737</b>	<b>200 301</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	740 106	
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		4
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>	<b>740 106</b>	<b>4</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-548 369</b>	<b>200 297</b>

COMPTE DE RÉSULTAT

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-716 261	-5 627
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		7 741
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		7 741
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	90	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	90	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-90	7 741
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	784 074	933 120
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 500 425	931 006
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-716 351	2 114
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		7 000
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		7 000
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		7 000
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		7 000
TOTAL	-716 351	2 114

## **ANNEXE COMPTABLE**

# ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 5 267 022,20 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -716 351,38 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Une dépréciation des titres a été comptabilisée sur l'exercice.

Elle correspond à la différence entre la valeur comptable des titres immobilisés des SCPI et leurs valeurs de marché au 31/12/2024 et s'élève à 740 106 €.

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'élaboration et la présentation des comptes annuels ont été effectuées conformément aux principes comptables généralement admis en France selon la réglementation en vigueur résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation comptable.

Les comptes de l'exercice ont ainsi été arrêtés, en présumant de la continuité de l'exploitation, sur la base des dispositions du "plan comptable Association; Fondations" et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, modifié par le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'application des conventions générales s'est fait dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation.

## OBJET SOCIAL DE LA FONDATION

La Fondation pour le droit continental a pour but de contribuer :

- Au rayonnement et à l'influence internationale de la tradition juridique et judiciaire continentale et du droit français, plus particulièrement dans le domaine des affaires et du droit économique,
- À la stratégie d'influence au sein des enceintes internationales, auprès des décideurs publics et privés,
- Au renforcement de la présence internationale des acteurs du droit,
- Au développement de la recherche juridique en mettant l'accent sur les études scientifiques comparatives notamment dans un objectif d'attractivité de l'environnement juridique national, au service du développement économique.

## NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

- Le cœur de mission de la Fondation est d'influencer les instances françaises, européennes et internationales pour promouvoir le droit continental.
- Les moyens d'influence et d'action sont multiples : organisation de colloques et de concours juridiques, réalisation de travaux scientifiques, réponses aux consultations publiques et aux appels d'offres internationaux, participations aux événements organisés par les pouvoirs publics, renforcement d'experts au sein des instances françaises et européennes, demandes de soutien financier pour les projets de droit

# ANNEXE COMPTABLE

## FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

continental, sollicitation des pouvoirs publics pour les sensibiliser au droit continental, traduction du droit français, mise en place de formations

### MOYENS MIS EN OEUVRE

Les moyens d'action pour atteindre son objectif consistent notamment dans :

- La mise en œuvre et la gestion d'actions de coopération juridique internationale,
- La conclusion de toute convention de partenariat avec des instituts publics ou privés permettant de réaliser les objectifs de la fondation, notamment dans le domaine universitaire et de la recherche,
- La désignation de correspondants à l'étranger, l'appui en matière d'accueil de jeunes juristes étrangers et d'envoi de jeunes juristes français à l'étranger ainsi qu'à la promotion et la mise en place d'échanges universitaires,
- La traduction de documents et d'ouvrages de référence afin de valoriser l'accès aux sources documentaires, la vente et l'édition d'ouvrages et de revues,
- L'organisation de manifestations pour la promotion de la tradition juridique et judiciaire continentale,
- La mise en place d'un site internet et l'organisation d'une banque de données accessible par internet,
- La mise à disposition de formations destinées prioritairement à l'attention des juristes étrangers et l'organisation de concours, l'octroi de bourses et prix,
- La contribution aux réflexions portant sur des modifications législatives ou réglementaires en matière juridique et judiciaire.

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

#### Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

#### Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée réelle d'utilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciels	3 à 5 ans
- Installation générales et tech	5 à 8 ans
- Mat. de bureau et informatique	3 ans
- Mobilier	3 à 5 ans



# ANNEXE COMPTABLE

## FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

### IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

#### Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

Les immobilisations financières sont essentiellement constituées de parts de SCPI. Ces titres sont comptabilisés pour leur coût d'acquisition, majoré des frais d'acquisition. Une dépréciation est constatée si leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

### PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### SUBVENTIONS

#### 1. Subventions d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées selon leur nature et utilisées selon les modalités spécifiques à chaque convention de financement.

Les subventions affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'ont pas été encore utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard sont alors :

- soit comptabilisées en fonds dédiés lorsque la période théorique de financement du projet est clôturée,
- soit comptabilisées en produits constatés d'avance lorsque la subvention est pluriannuelle et que la période théorique de financement n'est pas clôturée.

En fin d'année, si le projet n'est pas encore achevé,

- la valeur des fonds dédiés est équivalente à la différence entre la notification et l'ensemble des dépenses affectées au projet depuis son démarrage;
- la valeur des produits constatés d'avance est soit déterminée au prorata temporis, soit est équivalente à la différence entre la notification et l'ensemble des dépenses affectées au projet depuis son démarrage selon le type de convention et les activités.

#### 2. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur la même durée que celle relative aux amortissements des biens qu'elles financent.

En cas de financement d'un bien décomposable, ces subventions sont par ailleurs ventilées proportionnellement entre les différents composants. Leur reprise intervient alors au même rythme que l'amortissement des composants.

### FONDS PROPRES

La dotation initiale de la Fondation d'un montant de 4 830 000 € est constitué des apports consentis par les Fondateurs :

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Conseil national des barreaux	500 000 €
Fondation des Notaires de France	2 000 000 €
TOTAL S.A.	100 000 €
Schneider Electric S.A.	100 000 €
Véolia Environnement	100 000 €
Caisse des dépôts et consignations	1 250 000 €
Etat, ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie	330 000 €
Etat, ministère des Affaires Etrangères	150 000 €
Etat, ministère de la Justice	300 000 €

La dotation s'est accrue de tout ou partie des excédents dégagés au titre des exercices 2008 (128 520,00€), 2009 (4 838,00 €), 2010 (23 189,80 €), 2011 (61 887,75 €) et 2012 (19 884,39 €), pour s'élever à 5 068 319,94 € fin 2016.

La fondation n'a reçu aucun don depuis l'étranger en 2024, qu'il s'agisse d'une personne morale étrangère, ou d'une personne physique non-résidente en France.

MISE A DISPOSITION GRATUITE DES BIENS ET SERVICES

Le Ministère de la Justice apporte son soutien en moyens humains, financiers, matériels et logistiques à la Fondation afin de lui permettre de remplir sa mission. Au titre de l'exercice 2024, ces montants ont été valorisés à 7 000 €.

VALORISATION DU BÉNÉVOLAT

La valorisation des heures de bénévolat n'est pas significative en 2024.

PRODUITS FINANCIERS

Le résultat financier est principalement constitué des revenus des placements des SCPI.

SCPI	Nombre de parts	Montant placé à l'origine en €
Primonial Primopierre	4 252	833 392
Primonial Primovie	4 363	833 333
Notapierre	7 132	2 567 520
Primonial Patrimmo Commerce	4 363	833 333
TOTAL		5 067 578

Au titre de l'exercice 2024, le produit financier relatif à ces placements s'élève à 191 652 €.

Une dépréciation de 740 106 € a été comptabilisée sur l'exercice. Elle correspond à la différence entre la valeur comptable des titres immobilisés des SCPI et leurs valeurs de marché au 31/12/2024.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'engagement de la dette actuarielle, non comptabilisé en fin d'exercice, ne présente pas de caractère significatif pour l'exercice 2024.

ENGAGEMENTS RECUS

Engagements reçus de 100 000 € de Schneider Electric pour les années 2012 à 2016. 60 000 € ont été versés et il reste à recevoir 40 000 € (années 2015 & 2016).

HONORAIRES DU COMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes inscrits au comptes de résultat, s'élèvent à 5 739,30 euros et concernent le contrôle légal des comptes.

# ANNEXE COMPTABLE

## FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

### STATUT FISCAL DE LA FONDATION

La Fondation pour le Droit Continental étant reconnue d'utilité publique, est considérée comme une personne morale permettant de réaliser une oeuvre d'intérêt général et à but non lucratif. Elle bénéficie d'une exonération totale des impôts commerciaux (impôt sur les sociétés, taxe professionnelle, taxe sur la valeur ajoutée) car elle n'a pas d'activité lucrative au sens de l'instruction fiscale 4-h5-06 du 18/12/2006, aujourd'hui citée dans le Bulletin Officiel des Finances Publiques BOI-TVA-CHAMP-30-10-30-20120912 ainsi que le BOI-IS-CHAMP-30-70-20120912. Elle n'est pas assujettie à l'impôt sur les sociétés au taux réduit sur les revenus des capitaux mobiliers en tant que Fondation reconnue d'utilité publique (art. 20 de la loi de finances pour 2005).

### EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

NA

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V, brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	144 142		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencts & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		21 044		
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	12 963		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	34 007		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		5 067 578		
	Autres titres immobilisés		15 515		
	Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			5 083 093		
TOTAL GENERAL			5 261 243		

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévellop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			144 142	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				21 044	
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			12 963	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			34 007	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				5 067 578	
	Autres titres immobilisés				15 515	
	Prêts & autres immob. financières					
TOTAL					5 083 093	
TOTAL GENERAL					5 261 243	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		144 142			144 142
TOTAL		144 142			144 142
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	19 155	1 203		20 358
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	11 960	984		12 945
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		31 115	2 188		33 303
TOTAL GENERAL		175 257	2 188		177 445

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

MOUVEMENTS DES DÉPRÉCIATIONS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

RUBRIQUES	Dépréciations début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Dépréciations fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Sur sol propre				
Constructions				
Sur sol d'autrui				
Inst. gales agen. aménag constr.				
Inst. techniques matériel et outillage industriels				
Inst. gales agen. aménag. divers				
Autres immobs				
corporelles				
Matériel de transport				
Mat. bureau et mob. informatique				
Emballages récupérables divers				
Titres mis en équivalence				
Immobfs financières				
Titres de participations				
Autres		740 106		740 106
TOTAL		740 106		740 106
Stocks				
Créances				
Valeurs mobilières de placement				
TOTAL GÉNÉRAL		740 106		740 106

Une dépréciation de 740 106 € a été comptabilisée sur l'exercice.  
Elle correspond à la différence entre la valeur comptable des titres immobilisés des SCPI et leurs valeurs de marché au 31/12/2024.

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	15 515		15 515
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	88 000	88 000	
	Charges constatées d'avance	28 029	28 029	
TOTAUX		131 544	116 029	15 515
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	28 029
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	28 029

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	43 732
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL	43 732



ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE SUIVI DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES D'AUTRES ORGANISMES

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
SOUTIEN FINANCIER CNCJ		25 000,00				25 000,00	
TOTAL		25 000,00				25 000,00	

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	257 875	257 875		
Personnel & comptes rattachés	19 810	19 810		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	17 536	17 536		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	1 653	1 653		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	2 892	2 892		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 000	5 000		
TOTAUX	304 766	304 766		

Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exer.  
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	5 000
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	5 000

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	96 731
Dettes fiscales et sociales	14 466
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	111 197

# ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

LES EFFECTIFS

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Personnel salarié :</b>	<b>3,00</b>	<b>3,00</b>
Ingénieurs et cadres	3,00	3,00
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		
<b>Personnel mis à disposition :</b>		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

ANNEXE COMPTABLE

FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

VENTILATION DES RESSOURCES

PRODUITS	Ressources France	Ressources Export	Total
Inscriptions universités d'été	24 214		24 214
Autres produits	11 000		11 000
Subventions libres d'affectation	170 000		170 000
Subventions affectées	20 000		20 000
Soutiens libres d'affectation	342 000		342 000
Soutiens affectés	25 000		25 000
Produits divers de gestion courante	123		123
Ressources	592 337		592 337



Carré Vert  
45, rue Kléber  
92300 Levallois Perret

## Fondation pour le droit continental

### Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Conseil d'administration relatif à l'approbation des comptes de  
l'exercice clos 31 décembre 2024



## **Fondation pour le droit continental**

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 11 mai 2007

SIREN : 507 793 149

## **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Conseil d'administration relatif à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de la Fondation pour le Droit Continental,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Fondation, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-5 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.612-5 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par le Conseil d'administration.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



## Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article R.612-5 du code de commerce.

### Avec la Fondation des Notaires de France

- Personne concernée :  
La Fondation des Notaires de France représentée par le Président du Conseil Supérieur du Notariat Monsieur Bertrand Savouré, administrateur de la Fondation
- Objet et modalités financières :  
La Fondation des Notaires de France a notifié la Fondation d'un soutien financier libre d'affectation de 150 000 €uros en un versement unique.

### Avec la Caisse des Dépôts et Consignations

- Personne concernée :  
La Caisse des Dépôts et Consignations représentée par son Directeur des services bancaires Monsieur Jérôme Lamy, administrateur de la Fondation.
- Objet et modalités financières :  
la Caisse des Dépôts et Consignations a notifié la Fondation d'une subvention libre d'affectation de 150 000 €uros en un versement unique.

### Avec le Conseil National des Barreaux

- Personne concernée :  
Le Conseil National des Barreaux représenté par sa Présidente Julie Couturier, administrateur de la Fondation
- Objet et modalités financières :  
le Conseil National des Barreaux a notifié la Fondation d'un soutien financier libre d'affectation de 150 000 €uros en un versement unique.

### Avec la Chambre Nationale des Commissaires de Justice

- Personne concernée :  
La Chambre Nationale des Commissaires de Justice représentée par son Président Monsieur Benoît Santoire, membre de l'Assemblée des fondateurs de la Fondation.
- Objet et modalités financières :

La Chambre Nationale des Commissaires de Justice a notifié la Fondation d'un soutien financier libre d'affectation de 20 000 Euros en un versement et d'un soutien financier fléché de 25.000 euros.

#### **Avec le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères**

- Personne concernée :

le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères représenté par Monsieur Ludovic Francelle, représentant de la délégation des Programmes et des Opérateurs, à la Direction Générale de la Mondialisation, de la Culture, de l'Enseignement et du Développement International, administrateur de la Fondation.

- Objet et modalités financières :

le ministère des Affaires étrangères a notifié la Fondation d'une subvention de 20 000 euros en un versement unique affectée :

- A la réalisation de travaux de l'Observatoire Mondial des Indicateurs du Droit
- A la réalisation d'un colloque sur les Jeux Olympiques et Paralympiques et le droit
- A l'Université d'été

#### **Avec la Chambre Nationale des Greffiers des Tribunaux de Commerce**

- Personne concernée :

la Chambre Nationale des Greffiers des Tribunaux de Commerce représentée par son Président Monsieur Victor Geneste, membre de l'Assemblée des fondateurs de la Fondation.

- Objet et modalités financières :

la Chambre Nationale des Greffiers des Tribunaux de Commerce a notifié la Fondation d'un soutien financier libre d'affectation de 12 000 euros en un versement unique.

#### **Avec le Ministère de la Justice**

- Personne concernée :

Le Ministère de la Justice, représenté par Madame Valérie Delnaux, Directrice des Affaires civiles et du Sceau

- Nature, objet et modalités :

Convention signée en 2007 par Monsieur Rémy Heitz, directeur de l'administration générale et de l'équipement du Ministère de la Justice. Le Ministère de la Justice apporte son soutien en moyens matériels et logistiques de la Fondation afin de lui permettre de remplir sa mission. A ce titre, le Ministère de la Justice a mis à disposition, à titre gratuit, à la Fondation :

- des matériels et moyens informatiques et de télécommunications,
- des prestations de service informatiques, des télécommunications et des moyens de nature logistique.

La valorisation des moyens matériels et logistiques a été estimée pour un montant de 7.000€.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Paris La Défense, date de la signature numérique 22/6/2025

DocuSigned by:  
  
3DCD59F6CE01441  
Jérôme EUSTACHE

Associé